

## ***1.6 Question de M. Nicolas Tzanetatos, intitulée «Gouvernance***

### ***au sein de la Fédération de volley-ball Wallonie-Bruxelles (FVWB)»***

**M. Nicolas Tzanetatos (MR).** – Madame la Ministre, je souhaite vous interroger sur la gouvernance au sein de la Fédération de volley-ball Wallonie-Bruxelles (FVWB). En effet, la question de la bonne gouvernance et de la neutralité des fédérations sportives est au cœur de la confiance que peuvent leur accorder les clubs, les athlètes et les partenaires institutionnels.

Des interrogations ont récemment émergé au sujet de la gouvernance actuelle de la FVWB. Plusieurs fonctions stratégiques au sein de cette fédération seraient occupées par des personnes directement liées à un même club.

Au niveau du volley-ball professionnel, deux clubs élites francophones féminins évoluent en ligue A, et pareillement du côté masculin. Forcément, cela restreint le nombre d'acteurs. Côté féminin, cinq personnes issues de l'un de ces deux clubs participent à la gouvernance de la FVWB, sur neuf personnes.

Cette situation peut donner l'impression que certains clubs bénéficient d'une visibilité accrue grâce à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou d'un accès privilégié aux ressources fédérales, au détriment des autres clubs.

Mon intervention ne remet aucunement en cause ni la compétence, ni l'engagement, ni la qualité des personnes concernées. Mais une concentration aussi importante de fonctions dans un mécanisme décisionnel peut mener à des conflits d'intérêts au sein de la fédération sportive concernée.

Madame la Ministre, pouvez-vous préciser quelles garanties sont instaurées pour assurer la neutralité et l'équilibre des instances fédérales? Votre administration a-t-elle été saisie de remarques relatives à la gouvernance de la FVWB?

Envisagez-vous de rappeler à l'ensemble des fédérations sportives l'importance de garantir une séparation claire entre fonctions fédérales et responsabilités exercées dans les clubs, afin de préserver la confiance et l'équité entre tous les acteurs du sport francophone?

Il y a deux clubs du côté masculin, deux clubs du côté féminin. Il ne faudrait pas qu'ils en arrivent à se saboter entre eux, sachant qu'actuellement, la prédominance flamande est incontestable au niveau sportif.

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, vous n'êtes pas sans savoir que les fédérations sportives reconnues sont des structures autonomes dotées de leur propre statut, de mécanismes démocratiques internes et d'une

responsabilité pleine en matière de gouvernance. Cette autonomie constitue un principe essentiel du mouvement sportif, puisqu'elle garantit que les décisions sont prises par les opérateurs de terrain en fonction de leurs besoins réels.

Il faut également souligner que la majorité des fonctions stratégiques au sein des fédérations sont exercées par des bénévoles. Dans un contexte où il devient difficile de recruter des personnes prêtes à s'investir durablement, il n'est pas rare que certains dirigeants cumulent des responsabilités au niveau fédéral et au sein d'un club. Dans plusieurs disciplines, les statuts prévoient d'ailleurs que les administrateurs doivent eux-mêmes être affiliés à un club, ce qui peut mécaniquement conduire à une représentation issue d'un même environnement sportif.

Pour autant, l'ensemble des fédérations reconnues doit respecter des exigences de gouvernance strictes: transparence, démocratie interne, prévention des conflits d'intérêts et responsabilité vis-à-vis de leurs membres. Elles disposent de règles précises en matière d'élections, d'incompatibilités, de fonctionnement des assemblées générales et d'équilibre institutionnel, qui visent précisément à éviter toute confusion entre intérêts fédéraux et intérêts du club.

À ce stade, mon administration n'a pas été saisie de plainte formelle concernant la FVWB. Comme pour toutes les fédérations reconnues, des échanges réguliers existent avec les opérateurs de terrain, permettant d'attirer le cas échéant l'attention sur certaines pratiques sensibles, de clarifier certaines pratiques ou d'encourager la mise sur pied de mécanismes transparents de gestion des conflits d'intérêts. Par ailleurs, toute personne peut saisir l'équipe éthique via sa boîte mail dédiée, dans un cadre strictement confidentiel.

Enfin, le fait que les dirigeants fédéraux restent actifs dans les clubs n'est pas problématique en soi. Cela permet de conserver un lien direct avec la pratique, d'éviter des instances trop déconnectées et de renforcer la pertinence des décisions prises. Les orientations fédérales restent *in fine* déterminées par les membres eux-mêmes à travers les assemblées générales.

**M. Nicolas Tzanetatos (MR).** – Madame la Ministre, je prends acte du fait qu'aucune plainte n'a été déposée, et j'espère que nous n'en arriverons pas là.

Laissez-moi citer un exemple en région de Charleroi, qui concerne les équipes de volley-ball féminin «Les Dauphines» et «Tchalou». Cinq personnes sur neuf de la FVWB appartiennent à l'équipe «Tchalou», où elles exercent par ailleurs de manière effective, sauf erreur de ma part.

Un derby dans lequel Charleroi s'est imposé a eu lieu la semaine dernière. Il n'y a pas eu une seule publication félicitant l'équipe carolorégienne sur la page Facebook de la FVWB; pas une seule. Et le derby s'est joué il y a une semaine. Alors que, quand «Tchalou» gagne, dans les deux heures, une publication salue l'excellent travail de cette équipe sportive de haut niveau.

La situation est similaire pour les équipes masculines de volley-ball, par exemple quand l'équipe de Waremmes a été félicitée par la FVWB pour sa qualification pour la Coupe d'Europe.

Ici, «Les Dauphines» ont atteint les demi-finales de la Coupe de Belgique de volley-ball et elles sont, à ce stade, invisibilisées par la FVWB. Je trouve cela déplorable.

En ce qui concerne la gouvernance, notre plaidoyer devrait être bien plus large. Nos équipes professionnelles de haut niveau sont tellement rares qu'un membre de chacun de ces clubs devrait être imposé au sein de la FVWB. Cela ne mange pas de pain et je suis certain qu'il serait possible de trouver des bénévoles dans chaque club, car cela revêt une importance pour la mise à disposition des équipements et des salles.

D'ailleurs, c'est une question que je pourrais formuler à par écrit: qu'est-ce qui me garantit que les tarifs sont appliqués de la même façon à tous les clubs indépendamment des appartenances et relations de chacun?

Comptez sur moi pour creuser davantage et trouver des réponses à ces questions.

### ***1.7 Question de Mme Isabella Greco, intitulée «Accès des clubs d'élite féminins aux infrastructures sportives en Fédération Wallonie-Bruxelles»***

**Mme Isabella Greco (PS).** – Le club de volley féminin Charleroi Volley figure parmi les plus titrés de Belgique, avec notamment deux titres de championnes nationales, en 2006 et 2009, et plusieurs participations aux compétitions européennes. Ce club incarne le dynamisme et le rayonnement du sport féminin en Wallonie.

Pourtant, faute d'infrastructure répondant aux normes techniques les plus récentes, puisqu'il y a beaucoup de modifications en cours par rapport à ces normes et obligations, le club ne peut plus disputer ses matchs à domicile, ce qui nuit à sa visibilité, à son ancrage local et à la promotion du sport féminin. Cette situation met en évidence des difficultés récurrentes. D'une part, les normes d'homologation imposées aux infrastructures sportives deviennent de plus en plus contraignantes et parfois disproportionnées pour des clubs semi-professionnels. D'autre part, les tarifs d'accès aux installations de l'ADEPS sont souvent jugés trop élevés, y compris pour des clubs d'élite.

Madame la Ministre, quelles mesures la Fédération Wallonie-Bruxelles envisage-t-elle de prendre pour assouplir ou adapter les normes d'infrastructures applicables aux clubs d'élite, afin d'éviter qu'ils ne soient contraints de jouer hors de leur commune? Est-il prévu de réviser la politique tarifaire de l'ADEPS pour garantir un accès équitable et soutenable aux installations publiques pour les clubs de haut niveau, en particulier féminins – même si les clubs masculins ont aussi

des difficultés, évidemment? Enfin, un dispositif de soutien spécifique, par le biais d'InfraSports ou de l'ADEPS, est-il envisagé pour aider ces clubs à moderniser ou adapter leurs infrastructures sans grever leur budget?

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – La situation du club de Charleroi Volley illustre les difficultés auxquelles sont confrontés plusieurs clubs d'élite lorsqu'ils doivent composer avec des infrastructures vieillissantes ou temporairement indisponibles. Les normes liées à l'infrastructure nécessaire pour évoluer au sein de l'élite, quel que soit le sport, sont de la responsabilité des fédérations sportives qui souhaitent offrir les meilleures conditions de jeu et d'accueil pour les clubs évoluant au plus haut niveau de leur discipline.

La politique tarifaire des centres ADEPS repose sur un principe de tarification démocratique avec une gradation avantageuse pour les clubs affiliés à des fédérations reconnues. Les tarifs sont réduits pour les locations régulières – un trimestre, deux trimestres ou une année complète – précisément pour soutenir les clubs structurés, y compris les clubs féminins, selon un modèle économique soutenable. Cette politique vise à concilier accessibilité, équilibre financier et maintien d'une infrastructure de qualité.

Le club de Charleroi Volley a effectivement sollicité le centre ADEPS de Loverval à la suite de l'indisponibilité de sa salle. L'ADEPS a répondu favorablement à sa demande et a dégagé des créneaux pour tout le mois de septembre, unique période sollicitée par le club.

La Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas compétente pour la programmation, la construction ou la rénovation des infrastructures sportives communales ou provinciales en Wallonie. Ces décisions relèvent exclusivement des pouvoirs locaux avec, pour ce qui concerne les investissements subventionnés, le soutien de la Région wallonne.

Ce dossier démontre qu'au-delà des aspects sportifs, la gestion d'un club ayant des objectifs ambitieux nécessite un management pouvant anticiper au mieux les différents besoins des acteurs locaux et travaillant à une mutualisation des infrastructures disponibles pour répondre aux attentes des différents clubs, et ce, d'autant plus dans le cas d'un club élite.

**Mme Isabella Greco (PS)**. – Le club de Charleroi Volley m'a fait part de deux difficultés.

Premièrement, aucune des salles à proximité ne répond aux critères de hauteur minimale imposés par la fédération sportive. Or, le club doit disputer des rencontres internationales. Il s'est tourné vers le Dôme, une salle excessivement chère, mais devra peut-être se résoudre à jouer ses matchs dans une autre entité, ce qui serait inacceptable pour le club et son public.

Deuxièmement, en raison du Plan «RenoWatt», le club a dû s'entraîner dans une autre salle durant les mois d'août et de septembre, ce qui lui a coûté, pour seulement un mois et demi d'occupation, l'équivalent de cinq mois de location dans leur ancienne salle. Une telle situation n'est évidemment pas tenable sur le long terme.

Madame la Ministre, Charleroi est la plus grande ville wallonne. Elle fait face à des défis d'envergure et devrait bénéficier du soutien de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je me permets de vous solliciter, car vous êtes l'ambassadrice de ces clubs. Vous devez faire part de leurs inquiétudes à la fédération compétente.

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Les infrastructures sportives sont de la compétence de la Région wallonne. La Fédération Wallonie-Bruxelles n'apporte aucune subvention à ces infrastructures et la demande doit émaner des clubs sportifs ou des pouvoirs locaux.

**Mme Isabella Greco (PS)**. – Étant donné que vous êtes une ministre à double casquette, vous pouvez faire part de cette problématique en Wallonie. Que ce soit ici ou en Région wallonne, vous êtes la responsable. Je dirai aux clubs que j'ai fait ma part du travail; je vous laisse désormais faire la vôtre.

### ***1.8 Question de Mme Isabella Greco, intitulée «Suivi de la politique "Femmes et sports" et utilisation du budget 2025 alloué par la Fédération Wallonie-Bruxelles»***

**Mme Isabella Greco (PS)**. – Madame la Ministre, le 20 mai dernier, je vous ai interrogée sur la réduction de moitié du budget alloué en 2025 au sport au féminin, passé de 100 000 à 50 000 euros. Vous m'aviez alors assuré qu'il ne s'agissait pas d'un désengagement, mais d'une volonté de réorienter ces moyens vers des projets plus novateurs, que votre administration devait encore vous proposer.

Or, six mois plus tard, aucune communication officielle n'a, à ma connaissance, précisé quels projets ont été retenus ni comment cette enveloppe budgétaire de 50 000 euros a été utilisée. Les fédérations et associations actives dans la promotion du sport féminin indiquent ne pas avoir reçu d'informations récentes sur un éventuel appel à projets 2025 ni sur les critères ou le calendrier de sélection.

Pouvez-vous indiquer quels projets ou actions ont été financés ou sont en cours de financement dans le cadre de cette enveloppe de 50 000 euros? Pour quel montant exact à ce jour? L'appel à projets «Femmes et sports» 2025 a-t-il été lancé? Dans la négative, pourquoi? Selon quel calendrier envisagez-vous sa mise en œuvre?

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Madame la Députée, la ligne

budgétaire «Femmes et sports» inscrite à la division organique 26 (DO) perçoit effectivement une subvention de 50 000 euros. Il s'agit néanmoins de crédits facultatifs qui ne sont pas nécessairement mobilisés dans le cadre d'un appel à projets formalisé.

Cette enveloppe vise à soutenir des initiatives ponctuelles déposées directement auprès de mon administration. En 2025, aucune demande n'a été introduite par les fédérations ou les associations sportives.

La stratégie poursuivie repose désormais sur une intégration structurelle de la dimension du genre dans les politiques sportives plutôt que sur un mécanisme isolé. L'objectif est de renforcer la prise de conscience évoquée en mai dernier à travers l'évolution de la gouvernance des fédérations sportives, la formation, la visibilité médiatique, la lutte contre les violences sexistes et les freins spécifiques identifiés dans les études récentes, notamment l'enquête #Plus Sportives et une recherche de l'UCLouvain de 2024.

Enfin, en 2026, une autre approche d'utilisation des crédits pourra être envisagée, mais il est réducteur de mesurer l'ambition de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'aune d'un seul crédit. En effet, le sport féminin bénéficie aujourd'hui de moyens transversaux conséquents qui sont répartis dans l'ensemble des dispositifs de formation de haut niveau et d'accompagnement des clubs. Le défi n'est pas d'isoler le sport féminin dans une enveloppe spécifique, mais d'en faire un critère systémique de toutes nos politiques sportives afin qu'il occupe pleinement la place qu'il mérite.

**Mme Isabella Greco (PS).** – Je vous remercie, Madame la Ministre, pour votre réponse. Si j'ai bien compris, ces 50 000 euros étaient facultatifs, et comme personne n'a déposé de projet novateur auprès de votre administration, aucune action n'a été menée. Je note donc que vous n'avez fait preuve d'aucune proactivité dans le domaine du sport féminin. (*Réactions de Mme Galant*)

D'après le règlement, Monsieur le Président, puis-je être interrompue pendant ma réplique?

**M. le président.** – Continuez, Madame Greco.

**Mme Isabella Greco (PS).** – Merci de faire respecter le règlement.

Vous avez dit qu'il s'agissait d'une enveloppe facultative, et ensuite qu'aucun club ne vous avait proposé de projet novateur... (*Réactions de Mme Galant*)

Peut-on avoir des discours sereins, sans agressivité?

**M. le président.** – Avançons.

**Mme Isabella Greco (PS).** – Effectivement, avançons. J'ai perdu une minute à cause des interruptions de Mme la Ministre.

Je voulais vous dire que les femmes, aujourd'hui, se sentent esseulées et attaquées de toutes parts. Ce sont les grandes perdantes des dernières décisions de votre gouvernement, au niveau des pensions, de la parité au sein du gouvernement fédéral, mais aussi dans l'exercice de leurs métiers dans les domaines du soin, de l'enseignement, etc. Alors qu'elles sont victimes de menaces et d'attaques, vous aviez l'opportunité, à travers le sport, levier d'émancipation par excellence, d'entreprendre des actions pour contrebalancer ces menaces que je considère comme étant injustes. Vous ne l'avez pas fait.

Je tiens à préciser qu'à Charleroi, l'échevin des sports et tous les clubs ont des dizaines de projets à vous proposer s'agissant du sport au féminin. Je les renverrai donc vers vous pour éviter de gaspiller une enveloppe de 50 000 euros en raison d'un manque de proactivité et de vision dans ce domaine.

### ***1.9 Question de Mme Özlem Özen, intitulée «Instrumentalisation politique d'un club de football local et respect de la neutralité du sport»***

**Mme Özlem Özen (PS).** – Madame la Ministre, une communication diffusée sur les réseaux sociaux par les Jeunes MR de Mons-Borinage a suscité une vive polémique. On y voit le président du MR, portant le dossard présidentiel des Francs Borains, invitant à rejoindre le match contre l'Olympic Charleroi. Le message annonce une entrée gratuite, une ambiance garantie et mentionne un autre député du MR – siégeant au sein de notre commission – comme personne de contact pour la réservation.

En d'autres termes, un événement sportif local, visant à rassembler tous les Borains autour de leur équipe, se retrouve utilisé à des fins politiques. Le club Royal Francs Borains (RFB), pourtant ancré dans sa communauté et censé incarner des valeurs de neutralité et de cohésion, apparaît exploité comme support de communication partisane. Quand le sport devient l'extension d'un parti politique, il perd son âme et trahit ses valeurs fondamentales: le respect, le fair-play et l'unité.

Madame la Ministre, quelle est votre réaction face à cette confusion manifeste entre les notions d'engagement politique et de vie sportive locale? Le cadre éthique encadrant les clubs soutenus ou reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles permet-il d'éviter que des formations politiques utilisent les infrastructures sportives comme vitrines partisans? Envisagez-vous d'agir pour rappeler formellement, notamment par voie de circulaire, la nécessité pour les clubs sportifs de rester des espaces neutres, inclusifs et apolitiques, à l'abri de toute récupération électorale?

**Mme Jacqueline Galant,** ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Madame la Députée, cette situation rappelle effectivement les liens étroits entre le sport, la vie associative et l'engagement public dans notre pays. Beaucoup de mandataires, tant locaux que

régionaux, s'investissent en tant que bénévoles dans la gestion de clubs ou d'associations. C'est une manière concrète d'être en prise directe avec les réalités du terrain. Si je ne me trompe pas, vous avez également présidé un club de basketball. J'ai moi-même été à la tête d'un club de football.

Je suis surprise de votre étonnement à la suite de l'événement en question. La bourgmestre socialiste de Boussu a elle aussi donné le coup d'envoi d'un match et a pris part à l'activité. J'étais sur place; à aucun, moment la politique n'a pris le pas sur cette belle fête du football wallon.

Par ailleurs, les Francs Borains invitent chaque semaine des dizaines de structures: écoles, maisons de repos, clubs partenaires, associations de personnes en situation de handicap, etc. Dans une communication, l'association Jeunes MR de Mons-Borinage a invité ses membres à suivre le match des Francs Borains. Si les Jeunes PS souhaitent mener une opération similaire, ils en ont parfaitement la possibilité.

Je tiens, une fois de plus, à affirmer que le sport doit rester un espace de cohésion, de respect et de rassemblement, et ce, indépendamment des convictions politiques ou philosophiques de chacun.

**Mme Özlem Özen (PS).** – Madame la Ministre, je suis surprise par votre réponse, qui ne répond pas à la question centrale, celle de la confusion volontaire et assumée entre un club sportif local et l'appareil de communication d'un parti politique ou celle d'un parti qui utilise un club comme outil de communication. Il ne s'agit pas ici d'un simple coup d'envoi. Une présidence sportive ne doit pas être utilisée pour diffuser une communication partisane. Lorsque j'ai été présidente d'un club, je n'ai jamais établi de lien entre celui-ci et mon parti, en offrant des tickets gratuits.

La confusion n'est pas comparable, ce n'est pas un simple accident. Je me doute qu'il n'est pas confortable de devoir réagir aux initiatives très enthousiastes de votre président de parti. Néanmoins, offrir des tickets au nom d'un parti politique ne relève pas d'une simple maladresse. C'est un système, une instrumentalisation du sport à des fins partisans.

Aujourd'hui, je ne vous demande pas de sanctionner qui que ce soit, mais de rappeler, par exemple par circulaire, que le sport doit rester un espace neutre et inclusif et que les infrastructures sportives ne peuvent pas servir de vitrine à un parti politique, quel qu'il soit.

***1.10 Question de M. Olivier de Wasseige, intitulée «Inquiétudes du secteur sportif concernant la réforme de l'aide à la promotion de l'emploi (APE)»***

**M. Olivier de Wasseige (Les Engagés).** – Madame la Ministre, depuis plusieurs semaines, de nombreuses inquiétudes circulent dans le monde sportif à propos de



la réforme annoncée du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi (APE) en Région wallonne. Plusieurs clubs sportifs et fédérations sportives s'interrogent sur les conséquences concrètes de cette réforme sur le financement de leurs activités. Ces inquiétudes sont compréhensibles. Le mécanisme APE reste un levier essentiel de stabilité et de fonctionnement pour de nombreuses associations sportives. Toute évolution du dispositif suscite donc naturellement une certaine appréhension.

Cela étant dit, nous soutenons l'objectif poursuivi par le gouvernement wallon, à savoir moderniser et simplifier un système devenu complexe, tout en assurant une meilleure transparence et une plus grande équité entre les différents secteurs. L'enjeu est de taille et il est important que cette transition se fasse dans la clarté et la confiance.

Les dernières communications du gouvernement wallon se veulent rassurantes. Seules les ASBL soumises à l'impôt des sociétés (ISOC) seraient concernées par les ajustements à venir, tandis que la grande majorité de nos clubs sportifs et de nos fédérations sportives, relevant de l'impôt des personnes morales, ne devraient pas être touchés.

Madame la Ministre, pouvez-vous confirmer cette lecture rassurante et nous indiquer dans quelle mesure votre administration reste en contact avec le monde sportif afin de suivre de près l'évolution de cette réforme?

Je tiens également à saluer le travail de l'Association interfédérale du sport francophone (AISF), qui a immédiatement transmis les informations dont elle disposait et qui a joué un rôle précieux de relais entre les acteurs de terrain et les autorités publiques. Sa vigilance, conjuguée à celle de votre cabinet, contribue à rassurer les membres du secteur et à maintenir un dialogue constructif.

Madame la Ministre, comment la Fédération Wallonie-Bruxelles et votre administration collaborent-elles avec l'AISF et les clubs pour garantir un suivi régulier jusqu'à la mise en œuvre de la réforme en 2026? Plus largement, quelles garanties pouvez-vous offrir au monde sportif quant à la pérennité des dispositifs de financement dont il bénéficie?

Pour Les Engagés, il est essentiel de préserver la vitalité et la sérénité de nos clubs sportifs, véritables piliers de cohésion sociale, d'éducation et de santé, tout en accompagnant les réformes nécessaires à un système plus clair et plus durable.

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, les interrogations exprimées ces dernières semaines par les acteurs du monde sportif au sujet de la réforme annoncée du dispositif APE sont parfaitement compréhensibles. Comme vous l'avez mentionné, les informations communiquées récemment par le gouvernement wallon sont rassurantes. Seules les ASBL soumises à l'ISOC seraient concernées par les ajustements envisagés. Les structures relevant de l'impôt des

personnes morales, soit la majorité du mouvement sportif, ne seraient, pour leur part, pas concernées. Cela permet d'apaiser une partie des inquiétudes.

L'AISF a également joué son rôle en assurant pleinement ses missions d'information, de veille et de relais auprès de ses membres.

La réforme doit, d'une part, apporter davantage de pérennité dans la gestion des nombreuses ASBL sportives, et, d'autre part, nous permettre d'identifier au mieux les opportunités susceptibles d'améliorer la transparence et d'étendre l'évaluation de la pertinence de la répartition actuelle des points APE.

**M. Olivier de Wasseige (Les Engagés).** – Madame la Ministre, je vous remercie d'avoir confirmé ce que nous avons entendu. C'est une bonne nouvelle pour les clubs sportifs qui sont soumis à l'impôt des personnes morales et non à l'ISOC. C'est rassurant, d'autant que les moyens financiers des clubs sportifs sont généralement limités.

### ***1.11 Question de Mme Özlem Özen, intitulée «Lutte contre les violences sexuelles dans le sport»***

**Mme Özlem Özen (PS).** – Ces dernières années, plusieurs affaires de violences sexuelles, tant en Belgique qu'à l'étranger, ont profondément ébranlé le monde sportif. Ces révélations ont mis en évidence les failles importantes du dispositif existant quant à la prévention, la détection et l'accompagnement des victimes au sein des clubs et fédérations. Face à cette situation préoccupante, la Fédération Wallonie-Bruxelles a annoncé la mise en place d'un cadre renforcé de signalement et d'accompagnement, notamment par l'intermédiaire des fédérations sportives reconnues.

Madame la Ministre, pouvez-vous dresser un état des lieux précis de la mise en œuvre de ces dispositifs? Combien de fédérations disposent-elles d'un plan interne structuré de prévention et de gestion des violences sexistes et sexuelles? Des moyens supplémentaires sont-ils prévus pour soutenir les cellules d'écoute et les formations destinées aux encadrants sportifs?

**Mme Jacqueline Galant,** ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – La lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le sport constitue une priorité majeure du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. À l'image de la société, le monde sportif n'est malheureusement pas épargné par ces comportements, d'autant que les relations d'autorité, notamment entre les encadrants et les athlètes, peuvent représenter des facteurs de vulnérabilité si elles ne sont pas strictement encadrées. Les travaux scientifiques menés en Fédération Wallonie-Bruxelles ont mis en lumière cette réalité, tout en rappelant que parmi l'ensemble des violences vécues dans le sport, les violences sexuelles restent les moins fréquentes et touchent majoritairement les garçons. Ces situations n'en sont évidemment pas moins graves;

aucune violence ne peut être tolérée et chaque victime doit pouvoir être entendue et accompagnée.

Depuis 2023, un ensemble de mesures structurantes a été déployé afin de renforcer la prévention, la détection et la gestion des violences dans l'ensemble du mouvement sportif. L'Administration générale du sport (AGS) intègre désormais ces enjeux au sein du Réseau éthique et dans les dispositifs de reconnaissance. Consciente que les clubs se sentent parfois démunis face à des situations complexes, mon administration soutient et développe plusieurs outils concrets, tant pour la prévention que pour l'intervention, comme la brochure *«Tous acteurs, tous responsables»*, élaborée notamment par les maisons de justice, l'équipe SOS enfants, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) et Unia, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances. Mentionnons également la formation *«60 minutes pour lutter contre les discriminations dans le sport»*, qui inclut un module spécifique concernant le sexisme.

*S'agissant plus spécifiquement de la création d'une cellule centralisée selon le modèle français, il n'existe actuellement pas de structure unique pour le recueil et le traitement des plaintes en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les signalements sont aujourd'hui gérés soit au niveau des fédérations, soit dans le cadre disciplinaire, soit par les services compétents pour l'égalité, la protection de la jeunesse, la police ou la justice. Cette problématique fait toutefois l'objet de discussions dans le cadre du Réseau éthique et des travaux interfédéraux. Par ailleurs, l'ensemble des fédérations reconnues ont désigné un ou plusieurs référents d'éthique, conformément au décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique; de plus, elles disposent désormais toutes d'un cadre minimal de signalement interne.*

*Enfin, en ce qui concerne les moyens, un renforcement ciblé est prévu pour soutenir les actions de formation, l'animation du Réseau éthique et l'accompagnement des fédérations dans l'élaboration de leurs procédures internes. Mon administration poursuivra ses efforts afin de garantir un cadre cohérent, lisible et protecteur pour l'ensemble des acteurs du sport. Le sport doit rester synonyme d'épanouissement, de respect et de sécurité. Les avancées réalisées témoignent de la détermination de la Fédération Wallonie-Bruxelles à lutter contre toutes les formes de violences et à offrir à toutes et tous un environnement véritablement protecteur.*

**Mme Özlem Özen (PS).** – Madame la Ministre, vous avez décrit le cadre et rappelé que la lutte contre les violences sexuelles et sexistes est la priorité de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce dont je me réjouis, mais une victime, qu'elle soit un homme ou une femme, est toujours une victime de trop. Par ailleurs, les acteurs de terrain nous font souvent part d'un manque de référents, de formation et de moyens. Ils déplorent aussi un certain manque de clarté dans la mesure où, lorsque tout le monde est responsable, plus personne n'est responsable. Puisqu'il n'existe pas de structure unique pour recueillir les plaintes, peut-être serait-il

opportun de créer un dispositif tel qu'une ligne d'écoute ou, du moins, une structure visant à centraliser les plaintes et à prévenir de telles situations ou, du moins, à offrir aux victimes un espace où elles peuvent exprimer leur détresse.

La question des moyens est également importante. Il ne suffit pas de manifester de bonnes intentions. La publication d'une brochure permet de faire connaître les mesures à ce sujet, ce qui est la première étape, mais des moyens dédiés sont également nécessaires. En somme, vous pourriez envisager l'octroi de moyens spécifiques et la création d'un guichet destiné à recueillir les plaintes des victimes.

*(Mme Özlem Özen, vice-présidente, prend la présidence)*

### ***1.12 Question de M. Christophe Bastin, intitulée «Le sport comme vecteur de santé et de solidarité – bilan d'Octobre rose 2025»***

**M. Christophe Bastin (Les Engagés).** – Octobre vient de se clôturer et, avec lui, le mois symbolique d'Octobre rose consacré à la sensibilisation et à la lutte contre le cancer du sein. Ainsi, le mois d'octobre est chaque année l'occasion de rappeler l'importance du dépistage précoce, mais aussi de mobiliser la société autour d'une cause de santé publique essentielle, dans un esprit de solidarité et d'espoir.

Parmi les initiatives phares, la Marche rose, organisée deux fois par an par *Pink Ribbon*, mérite une attention particulière. En mai et en octobre, elle invite chacun à bouger plus, à compter ses pas grâce à une plateforme et à transformer cet effort collectif en soutien concret à la recherche et aux patientes. Il s'agit d'une belle illustration du lien fort qui unit activité physique, santé et engagement citoyen.

Madame la Ministre, pouvez-vous déjà tirer un premier bilan de l'édition 2025 de cette initiative? Dans quelle mesure votre administration a-t-elle soutenu cette campagne, au niveau de la communication, la participation ou la présence sur le terrain? Enfin, avez-vous connaissance d'autres actions sportives ou associatives menées en Fédération Wallonie-Bruxelles dans le même esprit: utiliser le sport comme vecteur de sensibilisation, de prévention et de solidarité?

Pour notre groupe, Les Engagés, il est essentiel de valoriser le sport non seulement comme une pratique bénéfique pour le corps, mais aussi comme un moteur de lien social et d'engagement collectif. Le sport peut et doit contribuer à faire reculer la maladie, tout en rassemblant les citoyens autour de valeurs positives.

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – La clôture du mois d'Octobre rose nous offre une fois encore l'occasion de rappeler combien le sport et l'activité physique peuvent contribuer à la prévention, au bien-être et à la mobilisation citoyenne autour de causes de santé publique majeures, au premier rang desquelles figure la lutte contre le cancer du sein.

Parmi les initiatives les plus emblématiques, la Marche rose constitue en effet un exemple particulièrement inspirant d'engagement collectif, alliant mouvement, solidarité et sensibilisation. À ce stade, mon administration ne dispose pas encore d'un retour chiffré officiel de l'organisateur concernant la participation globale ou les dons générés par l'édition 2025. Cependant, les éléments observés sur le terrain et les retours informels témoignent d'un intérêt réel et soutenu du public. Je tiens à saluer cette formidable initiative qui illustre parfaitement la manière dont l'activité physique peut soutenir des objectifs de prévention, mais aussi accompagner la revalidation et le bien-être des personnes touchées par la maladie.

La collaboration avec *Pink Ribbon* et mon administration se matérialise par plusieurs actions concrètes: relais de communication à travers les réseaux sociaux de l'ADEPS, son site internet et ses canaux d'information afin de faire connaître la Marche rose auprès du public sportif; diffusion de flyers et affichage de posters sur les parcours des marches ADEPS en avril et en septembre pour encourager les participants à rejoindre l'initiative; communication de l'action grâce aux plateformes de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au réseau des centres sportifs afin d'appuyer la dimension solidaire et citoyenne de la démarche. Cette collaboration repose sur un principe clair: renforcer l'incidence des initiatives existantes sans se substituer aux organisateurs.

**M. Christophe Bastin (Les Engagés).** – Madame la Ministre, je vous remercie pour l'attention portée par votre administration à cette campagne de sensibilisation essentielle. Même si les chiffres ne sont pas encore officiels, nous pouvons tout de même nous réjouir du bilan positif de l'édition 2025 et, surtout, de la mobilisation qu'elle a suscitée.

Le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles apportée à la communication et aux relais sur le terrain constitue un signal important pour renforcer la prévention et encourager l'activité physique. Les initiatives sportives ou associatives mentionnées démontrent à quel point le sport peut être un formidable vecteur de santé, de solidarité et d'engagement citoyen. Le groupe des Engagés restera pleinement mobilisé pour valoriser le sport comme outil de prévention, de cohésion, et d'espoir face à la maladie.

*(M. Christophe Bastin, président, reprend la présidence)*

**1.13 Question de M. Olivier de Wasseige, intitulée «Négociations avec Unisano – défense des clubs sportifs et simplification administrative»**

**M. Olivier de Wasseige (Les Engagés).** – Depuis le 4 novembre, l'Association interfédérale du sport francophone (AISF) et l'Association des établissements sportifs (AES) ont lancé une enquête d'envergure auprès des clubs, fédérations et centres sportifs. Cette enquête sera clôturée le 31 décembre. Elle vise à mieux connaître les pratiques de diffusion de musique lors des activités sportives, afin

d'alimenter les négociations en cours avec Unisono, l'organisme chargé de la perception des droits d'auteur et des droits voisins.

L'objectif est clair et légitime, il est de renforcer la défense du secteur sportif pour obtenir des tarifs plus justes et adaptés à la réalité du terrain. Il s'agit aussi pour les clubs et les gestionnaires d'infrastructures de se mettre en conformité par un processus simplifié et moins coûteux. Cette démarche témoigne, une fois de plus, du travail rigoureux et constructif de l'AISF qui agit dans l'intérêt exclusif de ses membres, et du sport francophone en général. Elle révèle toutefois aussi la complexité administrative à laquelle de nombreux clubs font face: entre la gestion du personnel, les obligations fiscales et, ici encore, les droits d'auteur, les structures bénévoles se retrouvent souvent à la limite de leurs capacités.

Madame la Ministre, pouvez-vous nous dire comment votre administration accompagne ce type d'initiatives et, plus largement, dans quelle mesure elle suit les négociations en cours avec Unisono afin d'assurer que les spécificités du monde sportif soient bien prises en compte? Envisagez-vous d'associer la Fédération Wallonie-Bruxelles, par le biais de votre cabinet ou de services compétents, à une concertation intersectorielle sur ces questions afin de soutenir le plaidoyer porté par l'AISF et l'AES? Pour Les Engagés, il est essentiel de défendre un sport accessible, simple à gérer et financièrement viable, sans pour autant négliger le respect des droits culturels. C'est dans cet équilibre entre respect des créateurs et soutien concret au monde sportif que se joue une partie importante de la vitalité de nos clubs.

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, l'enquête de l'AISF et l'AES auprès des clubs, fédérations et centres sportifs est effectivement particulièrement utile. Elle permet de mieux documenter les pratiques de diffusion de musiques dans le secteur et d'appuyer de manière objective les négociations actuellement en cours avec Unisono. Les obligations liées aux droits d'auteur et aux droits voisins sont, pour de nombreuses structures essentiellement bénévoles, une source de complexité administrative et même parfois d'inquiétudes. L'objectif poursuivi par l'AISF et l'AES est donc pleinement légitime: obtenir des tarifs plus justes, adaptés aux réalités de terrain, tout en simplifiant les démarches nécessaires à la mise en conformité.

Mon administration suit attentivement cette démarche et soutient structurellement l'AISF et l'AES dans leurs missions d'information, de veille et d'accompagnement du secteur sportif. Au cours des derniers mois, une centaine de gestionnaires sportifs ont participé à des séances de formation portant sur la TVA, les règles Unisono ou de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA), montrant ainsi la nécessité d'un accompagnement continu sur des matières techniques et évolutives.

Un dialogue régulier est maintenu entre mon administration, l'AISF et l'AES afin de suivre les négociations avec Unisano et d'assurer que les spécificités du monde sportif soient pleinement prises en compte. L'objectif est clair: garantir un cadre administrativement soutenable pour les clubs, réserver l'accessibilité du sport et, simultanément, assurer le respect du droit culturel et des obligations légales. Cet équilibre entre protection des créateurs et soutien concret à un mouvement sportif largement porté par le bénévolat est une priorité essentielle pour la préservation de la vitalité et de la pérennité de nos clubs.

**M. Olivier de Wasseige (Les Engagés).** – Madame la Ministre, vous confirmez que cette initiative est utile et que les objectifs de l'AISF et de l'AES sont légitimes. Il est intéressant de constater que votre administration suit ce dossier et, surtout, comme vous l'avez souligné, que des centaines de gestionnaires sportifs bénéficient de formations relatives à la TVA ainsi qu'aux normes relevant de l'AFSCA et des droits d'auteur. Pour Les Engagés, il est essentiel de conserver cet équilibre entre les droits culturels, les droits d'auteur et la viabilité des clubs sportifs, composés principalement de bénévoles, qui ont des rentrées financières limitées.

**M. le président.** – Je propose de suspendre l'heure des questions et interpellations.

*L'heure des questions et interpellations est suspendue à 12h35 et reprise à 13h55.*

**M. le président.** – Mesdames, Messieurs, l'heure des questions et interpellations est reprise.

***1.14 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Création du Conseil supérieur d'avis du sport qui remplacera le Conseil supérieur des sports (CSS)»***

**M. Thierry Witsel (PS).** – Sur votre proposition, Madame la Ministre, le gouvernement a validé en première lecture la création d'un Conseil supérieur d'avis du sport, en remplacement de l'actuel Conseil supérieur des sports (CSS). Selon vos dires, cette réforme vise à mettre fin à une certaine lourdeur administrative et à des décisions jugées trop éloignées du terrain.

Plus restreint – 10 membres au lieu de 21 –, le nouveau conseil serait composé prioritairement d'acteurs de terrain: sportifs, entraîneurs, médecins, dirigeants de club, experts en arbitrage ou en gestion. Les représentants politiques et philosophiques en seraient écartés, au profit d'une structure présentée comme plus représentative, neutre et réactive.

Ce conseil aurait pour mission d'émettre des avis publics sur les politiques sportives, les projets de décret et d'arrêté, les questions d'éthique et de gouvernance. Un collège d'experts viendrait également appuyer ces travaux pour renforcer la rigueur scientifique des analyses.

Sur quelle base vous appuyez-vous pour affirmer que le CSS ne répond pas aux attentes du terrain? Quel est le calendrier de la réforme? Avez-vous déjà consulté

le CSS actuel à ce propos? Si oui, quelles remarques ou recommandations ont-elles été formulées par ses membres? Comment seront sélectionnés les membres du nouveau conseil? Quels critères objectifs guideront le choix des dix membres: équilibre entre disciplines, genre, territoire, fonctions? Les membres de l'ancien CSS pourront-ils se porter candidats?

Le collège d'experts sera-t-il permanent ou aura-t-il une composition spécifique selon les sujets à traiter? L'appel à candidatures annoncé a-t-il déjà été publié ou planifié? Par quels canaux et sous quelle forme sera-t-il diffusé pour garantir la transparence et l'accessibilité à tous les opérateurs sportifs? Quels indicateurs permettront-ils d'évaluer, à terme, si ce nouveau conseil répond mieux aux attentes du terrain?

**Mme Jacqueline Galant**, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, tout comme moi, vous avez pu constater ces dernières années que le monde du sport évolue. Il est dès lors impératif que toutes les parties prenantes évoluent dans le même sens, en garantissant une plus grande représentativité des acteurs de terrain et des personnes reconnues pour leur expertise. C'est en ce sens qu'il me semble essentiel de faire évoluer le CSS.

L'avant-projet de décret a été approuvé par le gouvernement en première lecture le 7 novembre dernier. Comme le prévoit la réglementation en vigueur, il est actuellement soumis au CSS pour avis.

Pour le surplus, je vous invite à réserver vos questions aux travaux parlementaires qui suivront la remise des différents avis et précéderont le vote de projet de décret au Parlement.

**M. Thierry Witsel (PS)**. – Madame la Ministre, vous n'avez pas répondu à toutes mes questions. Lors de cette réforme, il sera important de garantir une représentation diversifiée, équilibrée selon le territoire, paritaire entre hommes et femmes et bénéficiant de l'expérience du terrain. D'ailleurs, il faudra faire attention au vocabulaire utilisé. La justification de cette réforme pourrait laisser entendre que les 21 personnes qui siègent au CSS n'ont pas d'expérience.

À l'heure actuelle, rien ne garantit l'objectivité dans la sélection des dix membres du nouveau conseil. Cette réforme doit être utile, justifiée, transparente et réellement construite avec les acteurs de terrain. C'est crucial, car vous allez faire des mécontents.

Notre commission aura aussi un rôle à jouer. Nous discuterons du projet de décret lorsque celui-ci nous sera soumis et que le CSS aura remis son avis. De nombreux doutes et de nombreuses questions entourent cette réforme.